L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 14 JUIN 1853.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & COMP.
Editeurs-Propriétaires :
D. F. WEISSE. N. DUFOUR.
E. DUVERGER. S. MARBY.
N. 83, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 14 JUIN 1853.

AVIS.

Dans le but de satisfaire nos amis de la Nouvelle-Orléans qui vont passer l'été de l'autre bord du lac, nous avons établi des agences de l'Abeille à la *Rive Sud* à Lacombe et à la *Passe-Chrétien*, dans les magasins que MM. Elliot & Co viennent d'établir dans ces deux endroits. A dater du 15 courant, M. M. Elliot & Co recevront tous les jours un certain nombre d'exemplaires de l'*Abeille*, quadrienne et prendront en notre nom des abonnés, pour les endroits susdénommés, à $1 par mois. On trouvera en outre chez ces messieurs des numéros supplémentaires à vendre au prix de notre bureau à la Nouvelle-Orléans.

Calme de Pre de Pontchartrain. — Les actionnaires de chemin de fer de Pontchartrain sont rappelleront que la question de savoir si la ligne sera celle du railway sera acceptée ou rejetée doit leur être soumise aujourd'hui. La direction compte sur la présence des actionnaires, car la question est d'une grande importance.

COUR SUPREME.

Taxe en faveur des Chemins de Fer.

Jugement de la Cour.

N'ayant pas compris aujourd'hui tout au long dans notre partie anglaise le jugement rendu hier par la Cour Suprême, dans l'affaire du jury de Pas d'Aigle contre la succession de McDonogh et la constitutionnalité de la taxe municipale en faveur du chemin de fer est maintenue par la tribunal, et M. Slidell a exposé minutieusement toutes les raisons sur lesquelles la Cour a basé sa décision. Nous ferons observer que l'affaire en elle même a été renvoyée devant la Cour inférieure pour certaines irrégularités, mais la question de légalité n'en est pas moins tranchée d'une manière définitive. Après que M. Slidell eut achevé la lecture du jugement de la Cour, M. Ogden a lu une décision dans laquelle la juridiction du tribunal est maintenue. Nos regrettons que la longueur de ces deux jugements et l'heure avancée à laquelle nous avons eu obtenu une copie, ne nous permettent pas d'en donner une traduction. Nous allons essayer brièvement le jugement relatif à la constitutionnalité de l'impot municipal consenti en faveur du chemin de fer des Opelousas.

On sait de quelle manière l'affaire a été soumise à la Cour Suprême. Le juri de police d'Algar habitua une action contre les admnistrateurs de la succession McDonogh pour le paiement de la taxe imposée par la corporation en faveur du chemin de fer Opelousas. La cour de District devant laquelle la cause fut portée rendit un jugement *pro forma* en faveur des défendeurs afin qu'appel put être interjeté immédiatement à la Cour Suprême.

Le jugement de la Cour décrete par une énonciation de la loi de 1852 par laquelle la législature autorise les corporations municipales à imposer une taxe sur les propriétés imposables en faveur de certains travaux d'utilité publique. Cette autorisation—nous reunions ici l'opinion de la Cour—la législature avait le droit de l'accorder, mais, dit-on, il a agit ici d'une taxe qui n'a pas un caractère de necessité locale. La Cour cite nombre d'autorités pour prouver que la taxe a ce caractère, et que ils n'est pas absolument necessaire que l'amélioration pour laquelle l'impot est consenti soit *opposée* intérieurement dans les limites de la corporation elle-même pour motiver la taxe, que l'amélioration soit de nature à accroitre la prosperité de la nation et à lui assurer d'incontestables avantages. Mais qui est juge de ces faits? Est-ce la cour elle-même? Le peuple? Nous répondons que les électeurs de la Nouvelle-Orléans et autres corporations municipales sont les seuls juges. On sait leur decision. Ils ont donné une raison que des voies ferrées qui devaient aboutir dans les limites de certaines corporations ne pouvaient que leur assurer de grands avantages et la prospérité. Ils ont donc voté la taxe municipale pour autoriser les corporations à souscrire au capital des chemins de fer. Voici ces articles :

Art. 1. Il est le droit pour chaque corporation d'une compagnie d'une corporation municipale de faire des opérations de banque en pour toute autre fin que celle mentionnée dans l'article suivant, ni faire un prêt à une corporation ou à cette compagnie, ni engager son immunité en leur faveur.

Art. 2. La législature a le pouvoir de venir en aide aux compagnies ou aux associations d'individus dans le but unique d'exécuter des travaux d'amélioration intérieure, situés en toutes ou parties dans l'Etat, ainsi que de souscrire pour et au nom de la corporation du capital de ces compagnies, et en appropriant au capital soit en lui faisant un prêt ou en garantissant des bons. Mais quand un prêt sera ainsi consenti, il ne sera fait de paiement à la compagnie sous quelque proportion égale au versement du capital par les actionnaires de la compagnie. Lorsque l'Etat lui en prêt, la législature devra exiger des garanties suffisantes, de telle manière que les deniers soient convenablement appliqués à l'usage auxquels ils sont destinés. Aucune compagnie ou association d'individus recevant des secours de l'Etat comme il est ci-dessus mentionné, ne pourra exercer le droit de faire des opérations de banque ou d'escompte.

Art. 3. La législature de 1852 n'existait pas quand la loi du 12 mars de laméme année fut votée—cette loi ne pourrait donc etre invalidée qu'autant que une fut absolument incompatible avec la lettre et l'esprit de la nouvelle Constitution. Or, ce n'est pas. Donc elle est restée en pleine vigueur après l'adoption de la charte de 1852, excepté sur l'article 143 ainsi conçu :

Art. 143. Tous les statuts, toutes les actions, toutes les poursuites, toutes les réclamations et tous les droits individuels que des corporations, ou autres personnes sont en vigueur au moment de l'adoption de la présente Constitution et qui ne sont pas abrogés par cette Constitution ou incompatibles avec elle, continueront en force comme si cette Constitution n'avait pas été adoptée.

La Convention qui a rédigé la nouvelle Constitution savait que la loi du 12 mars existait, et elle savait pourquoi cette Cour-ci était appelée à décider. Pourquoi n'a-t-elle pas déclaré que la Constitution de 1845, les obstacles qu'on y a mis cette dernière charte à l'exécution de grands travaux publics Loin d'invalider les mesures déjà prises par les corporations municipales pour venir en aide aux chemins de fer, elles les a au contraire, par le fait, justifiées et maintenues. Il est vrai que la loi de 1852 n'impose pas de limites aux secours accordés par les corporations municipales, tandis que la constitution de 1852 fixe au chiffre que ne peut dépasser l'Etat. Mais cette difference crée-t-elle entre la loi et la Constitution une de ces incompatibilités qui doivent entraîner la nullité de la première? Nous certes, nous ne l'avons pas cru, et notre opinion a pour nous les exemples de la législature elle-même, qui a reconnu et fait valoir les avantages que les Américains tirent de leurs droits les avantages que les Américains tirent de leurs droits les avantages que se feront pas sentir également sur tous les points de l'Etat, on conçoit que le montant de la contribution soit limité. Lorsqu'il est question au contraire de secours accordés par une corporation, il n'y a pas d'inégalité possible, toute la corporation ressentant les avantages dans une certaine et juste proportion.

L'ignorance manifeste imposant la taxe en faveur du chemin de fer des Opelousas, a été soumise à la ratification du peuple. Va-t-il dans le fait une cause de contrariété à nos institutions? La Cour cite un grand nombre d'autorités qui justifient le recours au peuple. Le peuple n'est-il pas le propre souverain que le peuple se choisisse dans un sens ou dans l'autre. Une loi soumise à la sanction des électeurs est donc vu le principe qu'elle exprime la *volonté* de la législature. Le Congrès lui même n'a pas hésité à consulter le peuple dans plus d'une circonstance et a soumettre l'exécution d'une loi au vote des électeurs. La ratification populaire est d'ailleurs une garantie, et c'est incontestable qu'on la consacre.

On a vu que une corporation pouvait imposer une taxe mais n'avait pas le droit de forcer les contribuables de prendre des actions dans un chemin de fer. La loi impose une taxe et rien de plus. Aucune partie la majorité des électeurs contre le vœu de la minorité, la taxe imperd pas pour cela le caractère qui lui est propre. Les citoyens ou tant qu'individus ne peuvent pas avoir juges de l'opportunité d'une taxe : ils sont tenus de l'acquitter. On peut certes abuser du pouvoir d'imposer des taxes, mais ce pouvoir n'en existe pas moins et il ne se prescrit ni ne se contrôle. Des actions seront données aux contribuables en retour de la taxe cela altérera-t-il le caractère de l'impôt? Non. Le seul fait d'exiger une charge ne détruit pas évidemment le pouvoir de l'imposer ! Les contribuables ne sont point bornés de recevoir des actions contre la taxe qu'ils paient, c'est le uniquement au moyen de diminuer le fardeau qui pese sur eux, et ce moyen est maintenant adopté dans toutes les parties de l'Union.

Une dernière objection a été faite. La Législature, disent les défendeurs, n'avait pas le droit de voter la loi de 12 mars 1852. On n'a pas prouvé que elle n'est pas ce droit, et jusqu'à ce que le contraire soit clairement démontré on doit présumer que la loi votée par la Legislature ne violait pas l'ancienne Constitution.

Le jugement se termine par un arrêt qui casse la décision rendue par la Cour inférieure en faveur des défendeurs et les renvoie de nouveau à cause renfermement à la loi. ☞

Recettes—Le *Banner* de Ste Marie nous apprend que les canaux et le mais sont en retard dans cette paroisse par suite de la grande sécheresse.

Dans la paroisse de Concordia le coton vient à merveille.

Les récoltes s'annoncent bien dans la paroisse Catahoula.

INDUSTRIE SUCRIERE.

Un grand nombre de planteurs sucriers se sont réunis dernièrement à Baton Rouge pour délibérer sur les fraudes commises à leur préjudice. On sait que les mélasses étrangères ne sont frappées que d'un droit purement nominal que Congrès n'ayant voulu protéger que les sucres de la Louisiane n'ayant voulu protéger que les sucres de la Louisiane. Les quelques honnêtes gens qui s'étaient attachés à ce dernier, persuadés qu'il combattait avant tout pour la liberté de populations opprimées, ont reconnu leur erreur et sont rentrés dans le calme de la vie privée. L'attaque de Kossuta leur a ouvert les yeux. Ils savent maintenant que Carbajal est un chef ambitieux et cupide.

Le jury de police d'Iberville a alloué dix mille piastres à la construction d'une levée.

Rio Janeiro—Des avis de Rio Janeiro jusqu'au 21 avril ont été reçus à New York. La corvette américaine *Vandalia* se trouvait dans le port et devait mettre incessamment à la voile pour le Japon.

Les steamers *Georgia* et *Union* sont partis de New York le 6 du courant, pour Aspinwall.

Environ deux cent trente soldats whigs ont été congédiés des bureaux de publics à Washington, depuis le 4 mars, et quatre cents autres doivent être renvoyés d'ici au 1er juillet.

CHRONIQUE LOCALE.

La rue sur la place Jackson—Plusieurs des jeunes gens qui ont pris part à ce fête que a eu lieu, dimanche après-midi, sur la place Jackson, sont parvenus à se procurer le recorder Ramos et l'orral cation pour répondre au leur donne conduite. L'un des consul tants qui est revenu à son conseil, le juge de Nerval, avec un laton pleinie, dans l'intention de le faire rentrer en prison jusqu'à ce que le recorder lui fasse cette autre sorte de réparation.

Incendie—Dimanche, à environ minuit, le feu s'est déclaré dans un magasin de la rue Poydras, occupé par MM. Robineau & Co, qui a été entièrement consumé avec les marchandises. La perte supérieure de la batisse a été considérable.

Vol de chevaux—Joseph Williams a déclaré hier au recorder Ramos que des chevaux, dont il ne connaît pas les noms, ont été volés dans ses écuries. Ces chevaux n'a pas encore arrêté les coupables.

Arrestation d'un soupçonné.—Une domestique du nom de Emilie a été accusée hier devant le recorder Ramos d'avoir assailli M. Beecher.

Un coureur arrêté.—J. M. Jérôme a été arrêté, dimanche, dans le quatrième district, pour avoir enfreint l'ordonnance de M. J. Yorsley et s'était grièvement blessé. Walker, dont un bras a été emporté par un boulet, a heureusement survécu à l'opération de son membre.

Arrestation d'un soupçonné.—Un individu qui a été arrêté dimanche soir, caché dans la soie dans la maison Orseleno, soupçonné d'avoir été l'auteur de l'incendie qui a eu lieu encore récemment dans le même endroit.

Un fugitif—Le capitaine Maserat, du quatrième district, a mis la main sur un individu qui s'est échappé il y a quelques semaines de la prison de Bâton-Rouge. Il paraît que le nom de cet homme est Charles Lebeuf, Jules Maret, B. Chene et André Jean.

Arrestations—H. C. Taylor et R. Evans, soupçonés de vol, ont été conduits hier devant le juge du district Lobdell. Taylor, qui a été condamné à une amende de cinq piastres.

Mort d'une illustration ignorée.— Il vient de mourir, en Californie, dit le *Courrier des Etats-Unis*, en français nommé Tisso, ancien acteur et artiste dramatique de Bordeaux, connu par le jeu de ses traits que son nom inspira au directeur du théâtre de cette ville. M. Tisso venait d'être outrageusement plâtré comme acteur et comme auteur d'une pièce de sa composition. Le public, mis de mauvaise humeur par ce double échec, se permit de siffler plusieurs soirs Tisto et ses camarades ; le directeur, pour conjurer l'orage, adressa à ses habitués les vers suivants :

Messieurs, vous avez sifflé Tisto,
Et Tisto est mauvais, j'en conviens ;
Mais faut il qu'ainsi pour un rien,
Le public se fâche et m'attriste !
Je vous en dédommage bien,
Car ma troupe est *bonne à sorti-Tisto* !

Il ne sans dire qu'cet horrible jeu de mots, les Bordelais, qui ne sont pas bonapartistes, siffleront des plus bas. A quelque chose malheur est bon, cependant ; car la gloire échappant à Tisto dans son ingrate patrie, il courut après la fortune dans les colonies lointaines, et il finit par l'atteindre sous la forme de cinq millions et demi de francs qu'il laisse à ses héritiers.

FEUILLETON.

LA FILLEULE,
ROMAN PAR GEORGE SAND.

MORENITA.
IV.
LETTRE DE LA DUCHESSE DE FLORÈS A MADAME DE SAULE.

Paris, le 15 novembre 1846.

C'est une amie inconnue qui vous écrit, une âme qui comprend la vôtre, qu'il admire et qui la cherche. Oui, madame, j'ai toujours désiré vivement de vous rencontrer dans le monde; mais vous n'y allez pas. Pour vous trouver il faut le tenir en imposture dans les ports américains des sucres étrangers sous le nom de « mélasses concentrées, » M. Nolan Stewart présidait l'assemblée, et M. H. W. Allen était secrétaire. Un comité de cinq membres, à savoir : MM M. Barrow, J. V. Duralde, R. A. Stewart, P. P. Babin et P. Winfree ayant été chargé de rédiger des résolutions, a présenté celles qui suivent :

Attendu qu'il a été reçu que de fortes quantités de sucre doivent être importées par MM. Belcher et frères, de St-Louis ; attendu que ces messieurs ont promis d'éluder le droit établi pour la protection des intérets sucriers, en appuyant les articles qui importent mélasses concentrées et mais la, " attendu que si l'on permet d'importer ce sucre comme mélasse ou malade, les planteurs sucriers de la Louisiane subiront un tort considérable.

Il est résolu 1° que dans l'opinion de ce meeting l'intérêt et de leur propre conservation exige que tous les planteurs sucriers aient recours à tous les moyens honorables pour prévenir cette violation des lois de revenu et pour aider le gouvernement à maintenir ses droits légaux.

Résolu 2° que tous les journaux publiés dans l'Etat soient invités à publier l'avis du susdit meeting qui doit avoir lieu à Donaldsonville conformément à la seconde résolution.

L'assemblée a décidé ensuite qu'elle enverrait une copie des résolutions precedentes au secretaire du trésor et à tous les collecteurs de l'Union, et que toutes les personnes ayant quelque intérêt au commerce des sucres seraient invitées à la réunion de samedi prochain.

L'assemblée sera nombreuse, nous n'en doutons pas, car il s'agit de la protection d'un des intérêts les plus importants de la Louisiane.

La police et les perturbateurs de la Place Jackson—En rendant compte dans notre dernier numéro de la fete dont la Place Jackson a été avant-hier le théâtre, nous n'avons pas hesité à blâmer la police. Nous apprenons aujourd'hui qu'il n'y avait au poste principalement que les sucres de la Louisiane qui leur sont indigènes au milieu d'une foule irritée? Aussi leur présence n'a-t-elle servi qu'à constater l'impuissance de l'autorité. La police de pour et indécision manifeste. Le petit nombre d'agents mis à la disposition des officiers ne leur permettait pas de protéger complètement tous les parcs de stationnement de voitures. Il y a même de mécontents, je le mentre par les sentiments de tendre vénération que je professerai toujours pour vous.

Pardonnez-moi, madame, ce début de roman.

P. S. Je n'ai pas besoin de dire à la femme la plus généreuse et la plus délicate qui existe, que mon lettre et notre entrevue doivent rester secrètes de tout autre que de vous et de moi.

Veuillez, madame, me recevoir demain dans la matinée ; nous avons à causer ensemble sans témoins. J'ai besoin de vos conseils, j'ose dire de votre amitié. Je n'ai point de mère ni de sœur, je le mérite par les sentiments de tendre vénération que je professerai toujours pour vous.

Pardonnez-moi, madame, ce début de roman.

P. S. Je n'ai pas besoin de dire à la femme la plus généreuse et la plus délicate qui existe, que mon lettre et notre entrevue doivent rester secrètes de tout autre que de vous et de moi.

Veuillez, madame, me recevoir demain dans la matinée ; nous avons à causer ensemble sans témoins. J'ai besoin de vos conseils, j'ose dire de votre amitié. Je n'ai point de mère ni de sœur, je le mérite par les sentiments de tendre vénération que je professerai toujours pour vous